ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.173/4
DU 25 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Politique scientifique, le 30 mars 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant diverses modifications relatives aux statuts des établissements scientifiques fédéraux », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le dossier joint à la demande d'avis comporte deux documents émanant de l'Inspecteur des Finances. Un avis du 23 décembre 2008 et une lettre du 29 avril 2011 dans laquelle il fait part que :

> « Aan de Inspectie van Financiën wordt een nota voorgelegd waarin een aantal wijzingen en aanvullingen worden aangegeven aangaande de hervorming van : […]
>
> De Inspectie van Financiën is van oordeel dat de voorstellen uitstijgen boven het actueel kader van de lopende zaken en de budgettaire behoedzaamheid. Zij wenst haar advies te reserveren tot op het ogenblik dat een regering van volheid van bevoegdheden is aangetreden ».

L'Inspecteur des Finances n'a dès lors pas donné son avis sur les modifications faisant l'objet de cette seconde demande d'avis. Il faut dès lors encore accomplir cette formalité préalable.

2. Les différents avis et accords visés au préambule du projet examiné s'échelonnent entre le 23 décembre 2008 et le 30 mai 2011, sauf le protocole n°150/1 du comité de secteur I – Administration générale qui date du 21 mars 2012.

L'obligation légale, faite à l'autorité réglementaire, de recueillir des avis vise essentiellement à informer cette autorité quant aux éléments de fait et de droit qui, selon l'organe ou l'autorité consultée, doivent être pris en considération au moment où l'autorité doit prendre sa décision. Le délai qui s'écoule entre la consultation et la décision doit donc, en principe, être bref. Dans le cas contraire, un avis ne pourrait être retenu comme point de départ d'une décision devant intervenir beaucoup plus tard que s'il était démontré que les circonstances de fait et de droit sur lesquelles l'organe consultatif s'est fondé, n'ont pas évolué à un point tel que la consultation devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce.

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si cette condition est remplie dans le cas présent mais ce n'est sans doute pas le cas du contexte budgétaire de sorte qu'il s'impose de demander un nouvel avis de l'Inspecteur des Finances sur l'ensemble du texte en

projet - son seul avis sur une version antérieure du texte date du 23 décembre 2008 - et un nouvel accord du Ministre du Budget.

3. Une loi du 30 juillet 2010, entrée en vigueur le 1er octobre 2011 [1], a inséré dans la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' des dispositions relatives à l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable.

Le législateur a défini l'« évaluation d'incidence » comme étant « l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise » [2].

Le système suivant a été mis en place :

1° en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [3] ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [4], qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris ;

2° lorsqu'il apparaît, au terme de l'examen préalable, qu'une évaluation d'incidence est requise, il doit alors être procédé à cette évaluation [5] ;

3° le respect de la procédure ainsi prescrite conditionne, selon le cas, le dépôt du projet de loi devant les Chambres législatives, l'adoption du projet d'arrêté royal ou l'approbation du projet de décision par le Conseil des ministres [6].

---

[1] Selon son article 4, la loi du 30 juillet 2010 'modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable' « entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge ». Cette publication étant intervenue le 14 octobre 2010, il en résulte que la loi du 30 juillet 2010 est entrée en vigueur le 1er octobre 2011.

[2] Article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

[3] Article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

[4] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

[5] Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997. Cette disposition charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de l'évaluation d'incidence. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

[6] Article 19/3 de la loi du 5 mai 1997.

En l'espèce, aucun des documents transmis au Conseil d'État ne permet d'établir que la procédure décrite ci-avant a été suivie, plus spécialement l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

L'auteur de l'avant-projet veillera à l'accomplissement de cette formalité.

Il conviendra également de compléter le préambule du projet par un alinéa visant son accomplissement, et qui précisera si cet examen préalable permet ou non de conclure qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise.

4. En conclusion, l'auteur du projet doit veiller au bon accomplissement de l'ensemble des formalités préalables et revoir la rédaction du préambule de l'arrêté en projet selon les principes en vigueur [7] ; pour le surplus, il est renvoyé aux observations sur le préambule.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il n'est pas judicieux de mentionner dans le préambule les modifications subies antérieurement par les actes modifiés. Il n'est pas non plus nécessaire de faire figurer le numéro des articles concernés par la modification. L'identification des articles concernés et la mention de leurs modifications antérieures résulteront de la simple lecture des dispositions modificatives de l'arrêté [8].

2. La note de l'Inspecteur des Finances du 29 avril 2011 n'est pas un avis au sens de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire'. Il n'y a dès lors pas lieu de la mentionner au préambule du projet examiné.

3. À l'alinéa 7, qui mentionne l'avis de la Commission interministérielle de la Politique scientifique fédérale, il est fait référence à un seul avis émis le 2 septembre 2009. Cet avis ne porte toutefois que sur des propositions d'amendements. Il y a lieu de mentionner également la date de l'avis qui a examiné le texte qui a fait l'objet de ces amendements.

4. Pour le surplus, il est renvoyé aux observations formulées sous les formalités préalables.

---

[7] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n[os] 17 à 37, les formules qui y sont mentionnées et la formule F 7.

[8] *Ibid.*, recommandation n° 30.

DISPOSITIF

Article 2

1. Il faut compléter la phrase introductive de l'article 2 du projet examiné afin de mentionner l'historique de l'article 6*bis* modifié par cet article.

2. Au 2° du même article, dans la version française, par souci de cohérence avec la version néerlandaise, il est plus logique de remplacer les mots « partager son temps » par les mots « répartir son temps » et les mots « directeur d'appui » par les mots « directeur d'un service d'appui ».

3. La précision dans le projet de rapport au Roi, selon laquelle le « partage » d'un directeur du service d'appui devra se faire dans le cadre d'un protocole précisant les règles de répartition de temps et de frais entre les établissements scientifiques concernés, doit être intégrée dans le dispositif du projet examiné.

Article 4

L'article 4 a pour objet, selon le projet de rapport au Roi, d'éviter toute ambiguïté sur le fait que la disposition modifiée concerne uniquement « le quorum de présence minimal requis pour que l'organe puisse valablement délibérer ». Le texte en projet peut être amélioré à cet égard. Il est conseillé de ne pas utiliser le verbe « comprendre » et de faire expressément référence à la présence des membres du conseil de direction.

Le texte suivant est suggéré :

« Le conseil de direction siège valablement lorsque trois membres au moins sont présents ».

Article 9

1. La structure de la disposition doit être revue comme suit :

« Art. 9. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

‘‘1° Au § 1er, alinéa 1er, 1°, […]’

‘2° Au § 1er, alinéa 1er, […]’

‘3° Le § 2, est complété par les alinéas suivants […]’’ ».

2. Au 2° de la disposition en projet, la section de législation observe que l'article 4, § 1er, alinéa 1er, ne mentionne pas la « classe A3 ».

3. S'agissant de la modification envisagée au 3°, il convient dans la version française de l'alinéa 1er en projet, de remplacer le mot « soit » par la conjonction « ou », conformément à la version néerlandaise de l'alinéa.

4. Dans le second alinéa inséré par le 3° de la disposition en projet, les mots « pour le surplus » doivent être omis et il y a lieu d'écrire « veille au respect » au lieu de « est invité à veiller au respect ».

Article 12

1. Si telle est l'intention de l'auteur du projet, dans l'article 6/1, § 3, alinéa 3, premier tiret, en projet, le mot « agréée » doit être remplacé par le mot « recevable ».

2. Au second tiret du même alinéa, il n'y a pas lieu de prévoir que le courrier qui informe l'agent scientifique de l'irrecevabilité de sa demande est motivé.

La même observation vaut pour l'article 40, § 2, alinéa 2, en projet.

L'obligation de motivation formelle résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 ‘relative à la motivation formelle des actes administratifs’. Elle ne doit dès lors pas être répétée dans le projet examiné. Cette mention est superflue et encourt le reproche de la dénaturation de la norme en ce que l'auteur du projet agit comme s'il était compétent pour arrêter et donc aussi modifier la norme supérieure qui impose la motivation de ces décisions.

3. Il y a lieu de compléter le projet afin de prévoir la communication de l'avis du Conseil scientifique à l'agent scientifique concerné, s'il lui est défavorable.

Article 13

1. Dans l'article 39, § 2, 2°, c), en projet, il y a lieu d'énoncer, dans la même phrase, les conditions alternatives d'avoir « accompli » une ou plusieurs réalisations pertinentes et celle d'être porteur du diplôme de docteur. En conséquence, il y a lieu de déplacer la fin de la dernière phrase à partir des mots « ou être porteur » dans la première phrase.

2. À l'article 39, § 3, en projet, afin d'assurer la cohérence avec les autres dispositions en projet, l'abréviation « CV » doit être remplacée par les mots *curriculum vitae*.

Article 14

1. Il est incohérent de prévoir, à l'article 47/6, § 1er, 6°, en projet, que chaque note de service à la suite d'un appel à candidatures reprend « le cas échéant » toute information utile et notamment les modalités pratiques qui doivent être arrêtées dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil de direction. Il y a donc lieu de supprimer les mots « le cas échéant ».

2. Au paragraphe 3 du même article, les mots « Elle n'est susceptible d'aucun recours » sont ambigus en ce qu'ils semblent exclure l'introduction d'un recours devant le Conseil d'État, ce qui excède la compétence de l'auteur de l'acte. Il y a dès lors lieu de les modifier de manière à ne pas sembler exclure ce recours ou mieux de les omettre.

3. La fin anticipative du mandat par une décision du conseil de direction, prévue au paragraphe 2, 1°, de l'article 47/8, en projet, « lorsque le rapport d'activité […] démontre que le titulaire de la fonction ne satisfait pas à la mission pour laquelle il a été désigné ou à défaut de remise dudit rapport dans les délais requis » doit, pour être conforme aux exigences de bonne administration, permettre au bénéficiaire du mandat de faire valoir son point de vue et donc à l'autorité de statuer en pleine connaissance de cause puisque la décision est liée à sa personne.

La disposition sera complétée en conséquence.

Articles 22 à 24

Les articles 22 à 24 du projet examiné se limitent à fixer des échelles de traitement. La section de législation considère qu'un tel projet est dépourvu de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1er, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

La section de législation s'abstient dès lors d'examiner les articles 22 à 24.

La même observation vaut pour l'article 26.

Article 31

À l'article 12/1, § 1er, en projet, le rappel des conditions auxquelles doit satisfaire un service scientifique ou un programme scientifique est inutile mais aussi risqué si la disposition reproduite est modifiée et non la disposition qui la reproduit [9]. L'alinéa 2 de ce paragraphe sera dès lors omis.

Article 34

L'article 34 du projet examiné prévoit que le texte en projet entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des articles qu'il énonce auxquels il procure un effet rétroactif.

L'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer quelle circonstance spécifique justifie une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur.

Sauf motivation particulière, la date d'entrée en vigueur doit en tout état de cause être prévue de manière à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Quant à l'effet rétroactif, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative.

En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

La disposition à l'examen ne peut être admise que si les conditions rappelées ci-avant sont remplies.

Par ailleurs, il appartient à l'auteur du projet de vérifier l'opportunité de la date à laquelle les articles 4 et 5 visés au second tiret rétroagissent, à savoir le 1er mai 2008. En effet, ces dispositions modifient des dispositions entrées en vigueur le 30 mars 2008.

---

[9] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 81.

Article 35

Il n’y a pas lieu de désigner de Secrétaire d’État dans l’article d’exécution [10].

---

[10] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, S. BODART,	conseillers d'État,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur Y. DELVAL, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERDAELE P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.173/4
VAN 25 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 30 maart 2012 door de Minister van Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “houdende diverse wijzigingen betreffende de statuten van de federale wetenschappelijke instellingen”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevat twee documenten uitgaande van de inspecteur van Financiën, te weten een advies van 23 december 2008 en een brief van 29 april 2011, waarin hij schrijft:

> "Aan de Inspectie van Financiën wordt een nota voorgelegd waarin een aantal wijzingen en aanvullingen worden aangegeven aangaande de hervorming van : […]
>
> De Inspectie van Financiën is van oordeel dat de voorstellen uitstijgen boven het actueel kader van de lopende zaken en de budgettaire behoedzaamheid. Zij wenst haar advies te reserveren tot op het ogenblik dat een regering van volheid van bevoegdheden is aangetreden"

De Inspecteur van Financiën heeft derhalve geen advies verstrekt over de wijzigingen die het voorwerp zijn van deze tweede adviesaanvraag. Dit voorafgaand vormvereiste dient bijgevolg nog te worden vervuld.

2. De onderscheiden adviezen en akkoordbevindingen vermeld in de aanhef van het voorliggende ontwerp zijn verstrekt tussen 23 december 2008 en 30 mei 2011, behalve protocol nr. 150/1 van sectorcomité I - Algemeen Bestuur, dat dateert van 21 maart 2012.

De verplichting van de verordenende overheid om adviezen in te winnen is vooral bedoeld om die overheid in te lichten over de feitelijke en juridische gegevens die, volgens het geraadpleegde orgaan of de geraadpleegde overheid, in aanmerking moeten worden genomen op het ogenblik dat de overheid haar beslissing moet nemen. De tijdspanne tussen de raadpleging en de beslissing moet dus in principe kort zijn. Zo niet, zou een advies slechts als uitgangspunt voor een veel later genomen beslissing kunnen dienen als bewezen is dat de feitelijke en juridische omstandigheden waarop het adviesorgaan zich gebaseerd heeft, niet in die mate zijn gewijzigd dat de raadpleging als niet langer relevant ter zake zou moeten worden beschouwd.

De steller van het ontwerp dient na te gaan of deze voorwaarde *in casu* vervuld is, maar dit is wellicht niet het geval wat de budgettaire context betreft, zodat aan de

inspecteur van Financiën een nieuw advies moet worden aangevraagd over de ontworpen tekst in zijn geheel - zijn enig advies omtrent een vroegere versie dateert van 23 december 2008 - en de akkoordbevinding van de minister van Begroting opnieuw moet worden aangevraagd.

3. Bij een wet van 30 juli 2010, die op 1 oktober 2011 in werking is getreden[1], zijn in de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' bepalingen betreffende de effectbeoordeling op het stuk van duurzame ontwikkeling ingevoegd.

De wetgever heeft de "effectbeoordeling" gedefinieerd als "duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen"[2].

In dat kader is de volgende regeling ingevoerd:

1° in principe moet elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren[3]; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad[4], welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is;

2° wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd[5];

---

[1] Volgens artikel 4 van de wet van 30 juli 2010 'tot invoering van een duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling in de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' "treedt (deze wet) in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*". Doordat de wet van 30 juli 2010 is bekendgemaakt op 14 oktober 2010, volgt daaruit dat deze wet in werking is getreden op 1 oktober 2011.

[2] Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

[3] Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

[4] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

[5] Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997. Bij deze bepaling wordt de Koning ermee belast de effectbeoordeling te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is geen besluit met een dergelijk onderwerp in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

3° de naleving van de aldus voorgeschreven procedure is een voorwaarde, naargelang het geval, voor het indienen van een wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers, voor het uitvaardigen van een koninklijk besluit of voor het goedkeuren van een voorstel van beslissing door de Ministerraad[6].

In casu kan uit geen enkel stuk dat aan de Raad van State overgezonden is, opgemaakt worden of de hierboven beschreven procedure gevolgd is, meer in het bijzonder of vooraf onderzocht is of het noodzakelijk is een effectbeoordeling uit te voeren.

De steller van het ontwerp dient bijgevolg erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld is.

Indien het voornoemde voorafgaand onderzoek leidt tot de conclusie dat *in casu* geen effectbeoordeling vereist is, moet de aanhef van het ontwerp worden aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is”.

4. De conclusie is dan ook dat de steller van het ontwerp zich ervan moet vergewissen dat alle voorafgaande vormvereisten zijn vervuld en hij moet de redactie van de aanhef van het ontwerpbesluit herzien op basis van de geldende beginselen[7]; voor het overige wordt verwezen naar de opmerkingen omtrent de aanhef.

---

[6] Artikel 19/3 van de wet van 5 mei 1997.

[7] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbevelingen 17 tot 37, de aldaar vermelde formules en formule F 7.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. Het is niet zinvol om in de aanhef de vroegere wijzigingen te vermelden van de regeling die wordt gewijzigd. Het is evenmin nodig de nummers te vermelden van de artikelen waarop de wijziging betrekking heeft. Bovendien zullen de betrokken artikelen en de vermelding van hun vroegere wijzigingen herkenbaar zijn bij het lezen van de wijzigingsbepalingen van het ontworpen besluit.[8]

2. De nota d.d. 29 april 2011 van de Inspecteur van Financiën is geen advies in de zin van het koninklijk besluit van 16 november 1994 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole’. Er is bijgevolg geen grond om ze te vermelden in de aanhef van het voorliggende ontwerp.

3. In het zevende lid, waarin het advies van de federale Interministeriële Commissie voor Wetenschapsbeleid wordt vermeld, wordt verwezen naar één enkel advies, gegeven op 2 september 2009. Dit advies betreft echter alleen wijzigingsvoorstellen. Ook de datum moet worden vermeld van het advies waarin de tekst gesteld op basis van die wijzigingen is onderzocht.

4. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerkingen gemaakt met betrekking tot de voorafgaande vormvereisten.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. De inleidende zin van artikel 2 van het voorliggende ontwerp moet worden aangevuld met de vermelding van de ontstaansgeschiedenis van het bij dit artikel gewijzigde artikel 6*bis*.

2. Het is logischer om, ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst van de bepaling onder 2° van datzelfde artikel, in de Franse lezing de woorden “partager son temps” te vervangen door de woorden “répartir son temps”, en de woorden “directeur d'appui” door de woorden “directeur d’un service d'appui”.

3. De precisering, in het ontwerp van verslag aan de Koning, dat de toewijzing van een directeur van een ondersteunende dienst aan meer dan één instelling geregeld moet

[8] *Ibid*., aanbeveling 30.

worden in het kader van een protocol waarin bepaald wordt hoe de tijd en de kosten onder de betrokken federale wetenschapsinstellingen worden verdeeld, moet worden opgenomen in het dispositief van het voorliggende ontwerp.

Artikel 4

Volgens het ontwerp van verslag aan de Koning beoogt artikel 4 iedere dubbelzinnigheid te voorkomen omtrent de omstandigheid dat de gewijzigde bepaling uitsluitend betrekking heeft op “het minimale vereiste aanwezigheidsquorum opdat het orgaan geldig kan beraadslagen”. De ontwerptekst is in dat opzicht voor verbetering vatbaar. Het is raadzaam het werkwoord “omvatten” te mijden en uitdrukkelijk te verwijzen naar de aanwezigheid van de leden van de directieraad.

De volgende tekst wordt voorgesteld:

“De directieraad vergadert op geldige wijze indien ten minste drie leden aanwezig zijn.”

Artikel 9

1. De structuur van de bepaling moet als volgt worden herzien:

“Art. 9. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1, eerste lid, 1°, worden […];

2° In paragraaf 1, eerste lid, worden […];

3° Paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende leden: […]”.

2. De afdeling Wetgeving wijst erop dat in de ontworpen bepaling onder 2° de “klasse A3” niet wordt vermeld in artikel 4, § 1, eerste lid.

3. Wat betreft de wijziging voorgesteld in de bepaling onder 3°, moet in de Franse lezing van het ontworpen eerste lid het woord “soit” vervangen worden door het voegwoord “ou”, naar het voorbeeld van de Nederlandse lezing van dit lid.

4. In het tweede lid ingevoegd bij de ontworpen bepaling onder 3°, moeten de woorden “voor het overige” vervallen. Bovendien schrijve men “Iedere voorzitter van de jury ziet toe op” in plaats van “Iedere voorzitter van de jury wordt verzocht toe te zien op”.

Artikel 12

1. Indien dit de bedoeling is van de steller van het ontwerp, dient in het ontworpen artikel 6/1, § 3, derde lid, eerste streepje, het woord “erkende” vervangen te worden door het woord “ontvankelijke”.

2. Er is geen grond om in het tweede streepje van datzelfde lid te bepalen dat de brief waarin het wetenschappelijk personeelslid meegedeeld wordt dat zijn aanvraag niet-ontvankelijk is, gemotiveerd moet zijn.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 40, § 2, tweede lid.

De verplichting tot uitdrukkelijke motivering volgt reeds uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’. Ze hoeft derhalve niet te worden herhaald in het voorliggende ontwerp. Deze vermelding is overbodig en levert het bezwaar op dat de rechtsregel wordt uitgehold doordat de steller van het ontwerp de indruk wekt dat hij bevoegd is om de hogere rechtsregel die de motivering van die beslissingen voorschrijft, vast te stellen en derhalve ook te wijzigen.

3. Het ontwerp dient te worden aangevuld, waarbij wordt bepaald dat het advies van de wetenschappelijke raad aan het betrokken wetenschappelijk personeelslid moet worden meegedeeld indien het voor hem ongunstig is.

Artikel 13

1. In het ontworpen artikel 39, § 2, 2°, c), moet in een en dezelfde zin de voorwaarde een of meer relevante verwezenlijkingen te hebben “verricht” samen worden vermeld met de alternatieve voorwaarde houder te zijn van het diploma van doctor. Bijgevolg moet het einde van de laatste zin vanaf de woorden “of houder zijn van” verplaatst worden naar de eerste zin.

2. Ter wille van de coherentie met de overige ontwerpbepalingen moet de term “cv-model” in het ontworpen artikel 39, § 3, voluit worden geschreven, te weten “model van *curriculum vitae*”.

Artikel 14

1. Het getuigt van een gebrek aan samenhang om in het ontworpen artikel 47/6, § 1, 6°, te bepalen dat iedere dienstnota aansluitend op een oproep tot kandidaten “zo nodig” alle nuttige informatie moet bevatten, inzonderheid de praktische regels, die

moeten worden vastgelegd in het huishoudelijk reglement van de directieraad. De woorden “zo nodig” dienen bijgevolg te vervallen.

2. De woorden “Daartegen kan in geen geval beroep worden aangetekend” in paragraaf 3 van hetzelfde artikel zijn dubbelzinnig, in zoverre ze de mogelijkheid lijken uit te sluiten om beroep in te stellen bij de Raad van State, wat de bevoegdheid van de steller van de handeling te buiten gaat. Deze zin moet derhalve als volgt worden gewijzigd dat niet de indruk wordt gewekt dat dit beroep niet kan worden ingesteld, of moet eenvoudigweg worden geschrapt.

3. In het geval van een voortijdige beëindiging van het mandaat bij een beslissing van de directieraad, zoals wordt voorgeschreven in het ontworpen artikel 47/8, § 2, 1°, “als uit het activiteitenverslag (…) blijkt dat de titularis van de functie geen voldoening schenkt voor de opdracht waarvoor hij werd aangewezen of als voornoemd verslag niet binnen de vereiste termijn werd ingediend”, moet de houder van het mandaat conform de vereisten van behoorlijk bestuur de gelegenheid worden geboden zijn standpunt uiteen te zetten, zodat de overheid met volledige kennis van zaken kan beslissen, aangezien de beslissing persoonsgebonden is.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikelen 22 tot 24

De artikelen 22 tot 24 van het voorliggende ontwerp beperken zich ertoe weddeschalen vast te stellen. De afdeling Wetgeving is van oordeel dat zulke bepalingen niet van reglementaire aard zijn in de zin van artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

De afdeling Wetgeving onthoudt zich bijgevolg ervan om de artikelen 22 tot 24 te onderzoeken.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 26.

Artikel 31

In het ontworpen artikel 12/1, § 1, worden de voorwaarden herhaald waaraan een wetenschappelijke dienst of een wetenschappelijk programma moeten voldoen. Die vermelding is niet alleen nutteloos, maar ook riskant indien de overgenomen bepaling gewijzigd wordt, maar niet de bepaling die haar overneemt[9]. Het tweede lid van deze paragraaf dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 34

Artikel 34 van het voorliggende ontwerp bepaalt dat de ontworpen tekst in werking treedt de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de erin genoemde artikelen, waaraan het terugwerkende kracht verleent.

De steller van het ontwerp moet kunnen uitleggen welke specifieke omstandigheid wettigt dat wordt afgeweken van de gebruikelijke termijn van inwerkingtreding.

Behoudens een bijzondere motivering moet de datum van inwerkingtreding hoe dan ook aldus worden bepaald dat elkeen een redelijke termijn wordt gegeven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

In dat verband wordt erop gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan echter aanvaardbaar zijn indien ze bij de wet wordt toegestaan.

Terugwerkende kracht is, indien ze niet door de wet wordt toegestaan, alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisering van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De onderzochte bepaling is alleen aanvaardbaar indien de hierboven aangehaalde voorwaarden vervuld zijn.

---

[9] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 81.

Bovendien moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen of het opportuun is de artikelen 4 en 5, vermeld in het tweede streepje, te laten terugwerken vanaf 1 mei 2008. Deze bepalingen wijzigen immers voorschriften die in werking getreden zijn op 30 maart 2008.

Artikel 35

De staatssecretaris hoeft niet te worden vermeld in de uitvoeringsbepaling[10].

---

[10] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 167.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE P. LIÉNARDY